

BAYEUX ET SON ÉGLISE PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Aurélien Marie

Selon le recensement de 1936, la ville de Bayeux compte 7 637 habitants et reste la quatrième ville du département (après Caen, Lisieux et Honfleur) malgré une démographie en baisse. Bayeux est un nœud routier et ferroviaire mais qui vit déjà essentiellement du tourisme grâce à son patrimoine médiéval et sa proximité avec la mer. La ville est bien dotée sur le plan des infrastructures avec un hôpital, un collège, deux écoles primaires de garçons et trois de filles, une clinique, un hospice et une poste. Sur le plan politique, le maire est, depuis 1929, Élie Dode-man, avocat au barreau, il est aussi conseiller général depuis 1931. Il est décrit comme conservateur et mou, s'efforçant de satisfaire ses administrés qui ont confiance en lui. La population bayeusaine ne se fait pas remarquer, composée pour une grande part de commerçants et de rentiers, la population est peu intéressée par la vie politique. Religieusement, Bayeux est, bien entendu, toujours siège épiscopal. Depuis 1931, c'est Mgr François-Marie Picaud qui est évêque. Homme décrit comme froid et conservateur mais très soucieux de la spiritualité de ses fidèles. En résumé, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, Bayeux est une petite ville tranquille bourgeoise et conservatrice.

De la défense passive à l'occupation allemande :

L'État français mobilise son armée le 1er septembre 1939 et déclare la guerre à l'Allemagne le 3 septembre. Neuf mois plus tard, le 17 juin, les Allemands entrent dans la ville de Bayeux pour quatre années d'occupation.

À l'annonce de la mobilisation, comme dans de nombreux endroits, le calme règne, avec confiance et foi en la victoire. Confiance relayée par la presse locale notamment par de fausses nouvelles. Dans ce contexte, l'Église de Bayeux, qui est force d'opinion, prend une position claire. L'évêque montre son patriotisme et rédige une ordonnance pour le temps de guerre où il exhorte « les communautés et les âmes pieuses à multiplier leurs ferventes communions et leurs généreux sacrifices pour défendre la cause de

la France »¹. Mgr Picaud va dénoncer avec force la guerre et ses effets dramatiques dans la *Semaine Religieuse* du 17 septembre 1939. Tout au long de l'année 1939, une série d'articles thématiques y sont publiés avec comme titres « Le sacrifice », « action », « servir », « confiance », « consignes de guerre ». Des messages que l'on retrouve chez de nombreux évêques en France à cette époque. Au-delà du message patriotique apparaît rapidement dans les écrits l'idée d'une guerre de la France juste et chrétienne contre l'Allemand païen. Le clergé souhaite ainsi « profiter » de la situation pour lutter contre la déchristianisation de la France.



Avec l'ordre de mobilisation, ce sont 605 Bayeusains qui sont appelés soit 8 % de la population. Cela a bien sûr des conséquences sur la vie quotidienne et l'éco-

¹ Archives diocésaines.

nomie de la ville. Certaines familles se trouvent en difficulté pour subvenir à leurs besoins. Ainsi, le 3 novembre 1939, un comité départemental des œuvres de guerre est créé dans le département, dans lequel on trouve le chanoine Guillaume qui représente l'évêque Mgr Picaud. L'objectif est de « recueillir et répartir des ressources destinées à venir en aide aux mobilisés, à leur famille et à toutes les victimes de la guerre ». À Bayeux, un comité local est créé le 1^{er} décembre 1939, financé à hauteur d'un franc par habitant (soit 7 500 francs que le maire arrondit à 10 000 francs avec le conseil municipal). Le conseil d'administration est composé de 11 membres, dont le maire de Bayeux qui en est le président. On y trouve notamment le vicaire général Charles Lemercère.

La sécurité des habitants étant menacée, la protection devient une préoccupation majeure notamment la crainte de bombardements aériens. L'organisation de la défense passive se met en place, comme dans de nombreuses villes françaises dès le mois d'avril 1936 avec une commission urbaine sous l'autorité du maire. En juin 1937 un arrêté précise le rôle de la commission pour lutter contre les attaques et leurs conséquences. Lorsqu'une alerte est déclenchée, un avis téléphonique doit être envoyé au maire, qui avertit les membres des sous-commissions concernées et les habitants sont prévenus « par cinq coups de sirènes prolongés, puis cinq sonneries de tocsins, puis cinq coups de clairons et enfin cinq séries de scintillements de courant lumière »². Des postes de secours sont ouverts pour accueillir les blessés. La fin de l'alerte est signalée par la sonnerie de cloches. En cas de menace sérieuse, un plan d'évacuation des trois quarts de la population est prévu par répartition dans les communes environnantes.

Le 17 juin 1940 marque l'arrivée des premiers soldats allemands à Bayeux. C'est un choc pour la population qui n'envisageait pas une avancée aussi rapide de l'armée allemande. Le choc est d'autant plus fort que quelques jours avant l'arrivée des troupes ennemies, de fausses informations circulent sur le comportement des soldats allemands. Quelques jours auparavant, le 15 juin, le collège est évacué. Le 16, ce sont des Bayeusains qui vont prendre la route de l'exode, quelques semaines après avoir accueilli des habitants des régions du nord de la France et de Belgique. La

ville est déclarée « ville ouverte » pour éviter d'éventuelles destructions. Le lundi 17 juin, quelques unités allemandes entrent dans la ville mais c'est six jours plus tard que la présence militaire allemande est manifeste avec les premiers défilés de troupes remontant la Grande Rue en direction de la place Saint-Patrice.



Photographie issue de la publication : *Témoignages de la vie quotidienne à Bayeux et dans le Bessin de 1940 à 1945*, Heimdal, 1996.

La vie politique et économique se retrouve encore plus bouleversée qu'après la mobilisation, les troupes d'occupation modifient le paysage urbain et ont même réquisitionné de nombreux bâtiments pour le logement et l'administration d'occupation. Bayeux est le siège de la Kreiskommandantur 789 au 31 de la rue Écho et d'une Ortskommandantur puisque la ville, qualifiée d'importance moyenne, est siège d'une sous-préfecture. Dans les faits les deux structures se trouvent à la même adresse, installées dans l'hôtel de Malherbe, ainsi décrit par le chanoine Dubosq : « L'extérieur de l'immeuble est sans style, mais les appartements, vastes et distribués avec goût, donnent par derrière sur un parc agréable, qui dut permettre bien des ébats ». La Feldgendarmarie s'installe rue Tardif et déménagera en juin 1942 au restaurant Hamelin, en face de la cathédrale. À leur arrivée, les autorités allemandes réquisitionnent de nombreux bâtiments pour leurs propres infrastructures (écuries, hôpital, casino pour les officiers, foyer du soldat, dépannage automobile). L'une des structures projetée heurte la sensibilité du clergé : c'est une maison de tolérance, qui devait s'installer à l'Hôtel Notre-Dame, situé à proximité de la cathédrale. Le sous-préfet de Bayeux, suite à l'intervention de l'évêque, parvient à faire renoncer les autorités allemandes et ce « bordel » sera installé au Molay-Littry.

² Archives municipales de Bayeux, AMB0661.

Bayeux accueille des troupes d'occupation en grand nombre, puisque douze cantonnements sont installés dès juin 1940, dans les écoles, hôtels et belles maisons particulières. On installe par exemple 180 hommes au Grand Séminaire. À l'été 1940, ce sont 1 520 soldats qui stationnent dans Bayeux, ce qui représente un soldat pour moins de cinq habitants. C'est un effectif considérable, qui s'explique dans le cadre de la politique du Reich visant un débarquement en Angleterre.

L'occupation : une vie sous commandement allemand

La France paye de lourds frais d'occupation, le paysage change avec l'installation de panneaux en allemand, on change d'heure et les restrictions commencent déjà. On doit vivre sous couvre-feu et respecter les consignes de l'occupation. Le lundi 15 septembre 1941, le maire de Bayeux écrit au receveur des Postes en lui demandant « d'établir de toute urgence une ligne téléphonique entre le dernier étage de la tour centrale de la cathédrale et le commissariat de Police »³. Les frais doivent être pris en charge par la mairie et deux jours plus tard, le maire de Bayeux écrit à l'architecte des Beaux-Arts de Bayeux pour l'avertir et précise que c'est pour un exercice d'alerte qui doit se dérouler à partir du vendredi. Le commissariat de police expose le plan établi par la Kreiskommandantur : « Le vendredi 19 septembre 1941, une alerte sera donnée consécutive à un bombardement aérien fictif et accompagné de tirs réels contre avions ». Plusieurs consignes sont données par les forces d'occupation : « L'ensemble du personnel de la Police doit être mis sur pied pour empêcher la circulation dans la minute qui suivra l'alerte donnée par la sirène de la Kommandantur. Si l'alerte se produit la nuit, le service devra veiller à ce que le camouflage des lumières soit parfait ». Plus intéressant concernant la cathédrale, « deux guetteurs devront être installés dans le haut de la tour de la cathédrale et auront pour mission de signaler les incendies qui pourront se produire ». Un incendie sera en effet allumé dans un endroit de la ville et, pour qu'ils puissent donner l'alerte, ils devront utiliser le téléphone récemment installé. Cette situation est un parfait exemple de l'autorité allemande telle qu'elle est exercée sur le territoire occupé et de l'obéissance exigée des Français, quelles que soient les conditions

pour la municipalité et les habitants.

Tant que le plan d'invasion de l'Angleterre est d'actualité, la densité de troupes dans la ville ne décroît pas. D'autres bâtiments religieux sont impactés par l'occupation, c'est le cas du Grand Séminaire. Déjà occupé, le bâtiment doit accueillir 150 aviateurs. Grâce à l'intervention du sous-préfet, les militaires seront installés ailleurs. L'évêque le remercie par courrier en lui témoignant sa gratitude « pour les bons offices qui m'ont conservé cet organisme essentiel à la vie du diocèse »⁴. Il faudra attendre la campagne de Russie pour voir une baisse des effectifs militaires à Bayeux, mais la région est tout de même bien plus occupée que d'autres en raison de sa situation géographique et stratégique. C'est en effet à ce moment-là qu'on se méfie d'une possible invasion alliée et cela correspond aux premières constructions du mur de l'Atlantique. À partir de ce moment-là, l'effectif des troupes n'évolue pas, mais il augmentera au début de l'année 1944.

Quelles sont les relations entre les autorités françaises et les forces d'occupation ?

Dans la vie quotidienne, les restrictions sont légion, avec le rationnement alimentaire, le couvre feu, l'obligation d'obstruction des fenêtres la nuit, le rationnement de l'essence (pour ceux qui disposent encore de leur véhicule). À ce titre, les autorités d'occupation n'autorisent que 5% de la capacité des véhicules à circuler. Pour cela, il faut demander des autorisations par l'intermédiaire des autorités municipales, en indiquant la nature du véhicule et le motif. Des demandes sont faites notamment pour Mgr Picaud. La liberté de réunion est aussi impactée : les foires et les fêtes sont interdites, tout comme les manifestations. Il est même interdit de se réunir à plus de deux dans les rues. Pour qu'une réunion puisse se tenir, il faut une autorisation des forces d'occupation. Les offices religieux et la sonnerie des cloches sont autorisés, mais les sermons ne doivent contenir aucune propagande anti-allemande⁵. Les manifestations patriotiques étant interdites, le maire de Bayeux, Élie Dodeman, écrit à la Kreiskommandantur le 22 octobre 1940 et demande l'autorisation de célébrer à la cathédrale un office en mémoire des morts de la guerre, précisant qu'« aucune manifestation extérieure au monument

³ AMB, 0661.

⁴ AD14, 726W16859.

⁵ AD14, 726W16904.

des anciens combattants n'est envisagée » et qu' « aucun sermon ni discours ne sera prononcé ». Aucun drapeau ni drap mortuaire tricolore ne devait être déployé lors de la cérémonie religieuse. Deux jours plus tard, le Major Hofmann, le Kreiskommandant, donne une réponse favorable « sous réserve qu'il n'y ait aucune démonstration politique » et qu'aucun discours sur la guerre ne soit tenu. Deux dates sont retenues, le 2 ou le 4 novembre, le 11 novembre étant naturellement proscrit.

La position de l'Église bayeusaine et de son évêque pendant l'Occupation

Avec le régime de Vichy et sa révolution nationale voulue par le Maréchal Pétain, on peut penser que l'Église est un acteur de ce mouvement. À Bayeux, nous avons des traces de cette participation. Dans le tryptique, « Travail, Famille, Patrie », la famille joue un rôle primordial. Ainsi, des opérations de propagande sont menées dans la ville pour soutenir les mesures prises (encouragement de la natalité par des primes, soutien aux familles nombreuses, lutte contre la prostitution, entrave au divorce et répression de l'avortement). Mgr Picaud va participer à plusieurs manifestations, dont une conférence donnée le 5 mars 1943 par le délégué régional à la Famille, en présence également du sous-préfet et des maires de l'arrondissement. Le 13 mars 1943, Mgr Picaud est présent à l'inauguration d'une exposition, dans l'ancien palais épiscopal, sur le thème de la Famille et du Sport.

Néanmoins, la politique de collaboration menée par Vichy est de moins en moins acceptée par la population, et ce, dès l'année 1941. Ce n'est pas tant l'œuvre souhaitée par Vichy qui pose problème que la collaboration avec l'Allemagne nazie. En réalité, la population a d'autres préoccupations que la politique extérieure et l'œuvre de la révolution nationale. La question de la subsistance est bien plus importante. À l'été 1942, avec le retour de Pierre Laval au gouvernement puis les mesures du STO, la population locale va commencer à rejeter plus massivement la politique vichyste. Si bien qu'à la veille du Débarquement de Normandie, le régime est massivement rejeté.

Mgr Picaud, évêque du diocèse de Bayeux et Lisieux depuis 1931, est décrit comme un conservateur soucieux de ses fidèles. Jean Quellien, dans son ouvrage

Opinions et comportements politiques dans le Calvados occupé écrit : « Petit, chétif et malingre, monseigneur Picaud compensait sa faiblesse physique par un caractère particulièrement autoritaire ». Pétain est considéré par de nombreux clercs comme celui qui va donner à l'Église catholique la place qu'elle mérite dans la société mais il représente aussi le dirigeant capable d'instaurer la morale chrétienne au cœur de la politique. Quand certains évêques, comme Mgr Gerlier à Lyon, prennent largement position en faveur du régime (ce dernier déclare « Pétain c'est la France, la France c'est Pétain »), Mgr Picaud est lui plus discret. Il est très germanophobe et le premier contact avec le Kreiskommandant est très tendu. Celui-ci se plaindra au préfet. Dans un premier temps, il refuse même l'accès à la cathédrale aux Allemands pour la célébration de leurs services religieux. Il finit par accepter après l'obtention d'un accord pour empêcher l'internement des religieuses anglaises qui vivent dans les communautés du diocèse et des séminaristes anglais. Un autre litige surgit au moment de la reparution des bulletins paroissiaux, l'évêque refusant la censure allemande.

La *Semaine religieuse* paraît de nouveau en juin 1940 en reprenant la propagande vichyste, avec des articles sur la pénitence, la punition divine et la nécessité de se repentir pour retrouver la véritable foi, ainsi qu'un appel à un retour à la tradition catholique la plus stricte. Ces messages ne traduisent cependant pas l'attachement à la politique pétainiste. Mgr Picaud ne cite pas le nom de Pétain et les allusions au gouvernement sont rares. Il ne s'intéresse pas au régime politique, il a juste des idées anciennes et conservatrices, que la situation du pays lui permet de les évoquer. À partir de 1941, la *Semaine religieuse* semble prendre du recul vis-à-vis de la vie politique. En 1942, l'évêque évoque quelques devoirs urgents : l'éducation, la formation morale par les sports et le souci de la justice et de la charité. Il s'oppose aussi au STO (mis en place en mars 1943) et il souhaite d'ailleurs que les séminaristes ne s'y fourvoient pas. Ainsi, sur l'ensemble des séminaristes appelés, il semble que deux seulement, sur le conseil de leur curé, soient allés en Allemagne et que 36 aient été réfractaires. L'évêque aurait d'ailleurs déclaré, évoquant les prêtres et les séminaristes prisonniers : « Ils m'en ont pris suffisamment, il ne faut pas leur en donner d'autres ».

Cependant, d'autres sources font état d'une action

plus timide, voire quasiment inexistante de la part de l'évêque. Le témoignage le plus virulent vient de l'abbé Lemoine, dans son récit⁶ de sa déportation au bagne de l'île d'Aurigny en 1944 : « Quel dommage que certains évêques de France de l'époque n'aient pas eu le sang de Pie XI dans les veines ; leur parole eût été de l'or pur, tandis que leur silence ne fut que du plomb !!! ». Sans le nommer, il se montre sévère avec son propre évêque, qui aurait dit après son arrestation : « Qu'avait-il à s'occuper de ça ? ». Dans sa cellule de la maison d'arrêt de Caen, il écrit : « Si administrativement j'ai encore un père fonctionnel, je sais qu'il ne risquera pas sa peau pour tenter de sauver un de ses fils !!! Les choses de la Résistance ne le regardent pas ; qui se compromet dans ses affaires et se laisse prendre dans les filets de l'oiseleur n'a qu'à se débrouiller avec la Providence ».

En dehors de sa conception méfiante des rapports entre le religieux et le politique, Mgr Picaud est un homme essentiellement prudent, qui pendant quatre ans évitera soigneusement de se compromettre par des déclarations ou des actes trop tranchés, non sans tirer parti cependant des circonstances nouvelles pour tenter de faire aboutir certaines idées qui lui sont chères, notamment en ce qui concerne l'éducation de la jeunesse. Le seul domaine dans lequel il approuve la politique de Pétain concerne l'éducation, question essentielle pour lui. Cette école doit être chrétienne et pour relever la France, l'éducation de l'enfant, dont les parents sont les garants, doit être exemplaire suivant les enseignements de la religion. Les enfants doivent suivre une instruction religieuse poussée pour leur permettre de connaître les préceptes de l'Église et ses lois. Une journée de classe doit aussi commencer et se terminer par la prière. Dans un rapport du sous-préfet de Bayeux d'octobre 1942 on apprend que « Mgr Picaud ne fait pas mystère de son désir de voir réapparaître dans les écoles les emblèmes religieux que la loi de séparation avait fait disparaître ». Ainsi, une soixantaine de mairies sur 763 communes (8 %) acceptent le retour des crucifix dans les salles de classes, non sans créer de polémiques.

C'est peut être le rapport⁷ du préfet Pierre Daure au ministre de l'Intérieur en décembre 1944 qui résume le mieux le personnage :

⁶ LEMOINE Eugène, *Au bagne, le curé !*, Caen, 1988, 188 p.

⁷ AD14, M11513.

« Il a dès le début pris une attitude très digne, mais hermétique, n'a jamais manifesté sa sympathie au gouvernement de Vichy, mais reste encore très réservé, non vis-à-vis du général de Gaulle, mais du mouvement d'opinion qui se manifeste autour du gouvernement provisoire de la République [...] Tout en étant très militant sur le plan strictement religieux, il s'est manifestement efforcé de tenir l'Église en dehors de la mêlée politique. [...] Il a été plus préoccupé de la tenir en dehors de la politique intérieure que de l'engager résolument sur le terrain national. À cet égard, on peut dire qu'il s'est placé au-dessus de la mêlée. Sans être en parfait accord avec la population, qu'il heurte parfois avec une certaine rudesse, il partage avec les Normands le goût de l'ordre et de l'autorité. On peut affirmer qu'il se ralliera à tout gouvernement ordonné, mais il est impossible de sentir en lui une affinité quelconque pour une forme de gouvernement, ou plus encore, pour un homme. Monseigneur Picaud n'a jamais été pétainiste. Il est peut-être gaulliste, il est surtout papiste ».

Ainsi, on est loin des rumeurs laissant croire qu'il avait collaboré étroitement avec les forces d'occupation. Ces rumeurs sont nées à la suite de la destruction des archives de Mgr Picaud.

Le reste du clergé

Pour les autres membres du clergé, comme le note Étienne Fouilloux⁸, auteur d'une étude sur le clergé pendant la Seconde Guerre mondiale, « si l'opinion des évêques et des principaux cadres laïcs nous est assez bien connue, celle du clergé ordinaire demeure autrement floue ». La remarque vaut pour le diocèse de Bayeux et Lisieux, tant il est difficile de rassembler des informations sur plusieurs centaines de prêtres. Les sources sont plus limitées. À la libération, le préfet Pierre Daure donne son opinion :

« D'une manière générale, le clergé a été anti-allemand et cela d'une manière très nette. Mais par contre, il n'a pas complètement fermé l'oreille aux avantages que le gouvernement de Vichy faisait espérer à l'Église catholique. Alors que certains d'entre eux étaient résolument favorables au général De Gaulle, ceux qui étaient d'obédience réactionnaire ou

⁸ FOUILLOUX Étienne, « *Église catholique et Seconde Guerre mondiale* » in *Vingtième siècle*, revue d'Histoire, n° 73, 2002, p. 111 à 124.

ceux qui avaient le plus de contact avec les milieux bien-pensants, prenaient une attitude que l'on a pu qualifier, avec quelque ironie de « pétaino-gaulliste ». [...] On est souvent enclin à séparer le bas-clergé du haut-clergé. Cette séparation ne me paraît pas fondée ici, car pas mal de prêtres de campagne, anciens membres de l'Action Française ou liés à des châtelains de tendance monarchiste, ont été moins nets que des prêtres ou chanoines beaucoup plus en vue ».

Il est très compliqué cependant de mesurer l'impact du clergé sur la population, il n'existe pas de sources permettant d'étudier cet aspect. Il faut se dire qu'il y avait alors plus d'un prêtre pour mille habitants, qu'une paroisse de 100 à 150 habitants avait son curé, c'est dire que sociologiquement, l'influence du clergé était grande dans les campagnes et dans les villes, même si celle-ci était moindre dans les paroisses ouvrières. En 1940, le clergé, comme une part importante de la population voit en la personne de Pétain la figure du sauveur. Très vite cependant, certains membres du clergé font de la résistance passive notamment dans des prières. Ailleurs, on accueille des aviateurs alliés comme le père Sébire à Pontécoulant qui faisait aussi du transport d'armes, mais doit se réfugier dans l'Eure pour éviter la Gestapo. Le curé de Giberville anime lui un réseau de résistance et sauve plusieurs soldats. L'abbé Bousso, sera fusillé pour avoir fourni des faux-papiers aux membres d'un réseau de résistance. Les religieuses non plus ne sont pas neutres : plusieurs d'entre elles seront d'ailleurs décorées à la Libération pour des actions de renseignements par exemple.

Au total, on compte en juin 1944, 12 prêtres tués, dont 3 fusillés par les Allemands (deux à la prison de Caen et un à Dives), 80 religieuses tuées et 12 séminaristes. On ne comptera pas les dégâts matériels considérables, 58 églises complètement détruites, 112 partiellement.

La cathédrale sous l'Occupation

Avant la guerre, la ville était déjà un important site touristique et culturel. Elle va connaître un arrêt quasi-total sur ce plan. Pendant l'Occupation, Bayeux étant située dans la zone de combat, la circulation est soumise à autorisation. Il n'y a plus de touristes civils pour admirer la cathédrale et autres édifices patrimoniaux. Dans le *Journal*

de Normandie, un journaliste écrit le 8 septembre 1940 :

« Dans les rues défilent de temps à autre, des groupes de soldats qui, en visiteurs, contemplent les sculptures moyenâgeuses de notre superbe cathédrale. Cette cathédrale fort heureusement intacte, ainsi que la Tapisserie de la Reine Mathilde, nos musées, nos vieilles maisons normandes, étaient admirés chaque année par des centaines, des milliers de promeneurs, et cette foule rehaussait l'aspect estival de notre cité, maintenant plus personne. La circulation intense des automobiles et des bicyclettes se rendant à la mer donnait, en temps de paix, beaucoup de mouvements à nos rues. Actuellement c'est le calme plat ».

De nombreux soldats stationnés sur la côte se rendent à Bayeux lors de permissions ou pour des soins. Voici un le témoignage, celui de Franz Gockel, qui a combattu le 6 juin à Omaha et qui a survécu. Il écrit ses mémoires⁹ : « Sur le trajet vers la mer - il se dirige vers Colleville-sur-Mer -, nous traversâmes Bayeux, une petite ville de province avec une cathédrale énorme. Nous fûmes étonnés que, dans une petite ville au milieu de la campagne, une église érigée au 11^e siècle dépasse aujourd'hui encore tous les bâtiments de la ville ». Même si les troupes d'occupation déambulent dans la ville, découvrent aussi le patrimoine et parfois s'adonnent à d'autres activités, la cathédrale reste surtout un lieu de culte.

En règle générale, la vie religieuse continue. Par exemple, en juillet 1942 se déroulent les noces d'or sacerdotales de 12 prêtres sous la présidence de Mgr Picaud. Parfois, les offices doivent subir les réglementations de l'armée d'occupation. Ainsi, pour Noël, la messe de minuit est avancée en fin d'après-midi en raison du couvre-feu. Par ailleurs, il y a des offices pour les forces occupantes et d'autres pour la population. La cohabitation ne se fait pas sans heurts. Rappelons qu'au départ, l'évêque ne souhaitait pas laisser les occupants célébrer le culte dans la cathédrale. Le témoignage d'une Bayeusaine nous informe sur un incident : « Un dimanche à la messe, ils étaient tous là, en uniforme ; les grandes orgues jouaient, leur chorale chantait, la cérémonie était impressionnante. Mais ils avaient largement dépassé l'heure, et cela

⁹ GOCKEL Franz, *La porte de l'enfer*, Omaha Beach, 6 juin 1944, Editions Hirle, 2004, 235 p.

gênait notre bon curé l'Abbé Huet, qui est monté en chaire, a tapé du poing et a tonitrué dans la cathédrale « ça suffit, maintenant allez-vous-en ! » ce qui aurait pu l'envoyer directement en Allemagne ; les paroissiens, qui attendaient le prochain office, furent très inquiets mais, finalement, tout s'est arrangé ».

Enfin, la cathédrale est aussi le théâtre d'événements, musicaux notamment. Exemple : le 2 mars 1941, se déroule un concert de musique sacrée organisé par les occupants. Le major Hoffman invite par avis les habitants à ces événements jugés de qualité. Ainsi, la cathédrale devient l'un des rares lieux où il est possible de se réunir sans être trop exposé à la surveillance des occupants. Un lieu qui peut donc être propice à l'engagement, notamment dans la résistance.

Collaboration et résistance

L'historien Cédric Neveu¹⁰ comptabilise 72 résistants soit 0,94% de la population et 27 collaborationnistes soit 0,35 %. Cela s'explique par la forte présence militaire qui empêche le recrutement dans la résistance et augmente la germanophobie.

Parmi les Bayeusains, il existe quelques résistants religieux, notamment l'abbé Quilici, chanoine et organisateur de la cathédrale. D'origine corse, il est membre du groupe *OCM-Centurie* de Bayeux dont l'objectif premier est de rassembler le maximum d'informations sur la présence allemande et son dispositif côtier. Le groupe bayeusain fournit également de faux-papiers aux résistants et aux réfractaires du STO. Il est décrit par Guillaume Mercader, chef du groupe, comme « une figure locale avec sa soutane et son traditionnel béret basque, sa détermination était des plus totales afin d'obtenir des renseignements sur les troupes d'occupation, il avait avec lui sa gouvernante Mme Jeanne Haimet ».

Autre résistant, Arthur Poitevin, membre bayeusain de Libération-Nord, mouvement national qui a quelques représentants à Bayeux. Arthur Poitevin est aveugle, professeur de musique et très impliqué dans l'Église, puisqu'il joue de l'harmonium à la cathédrale. Il participe à des journées théâtrales dans le

cadre des Jeunesses Maritimes Chrétiennes et anime des Noëls scouts. Il fait de la résistance avec son cousin Joseph Poitevin, qui est lui membre du groupe Antoine. Tous les deux recueillent des renseignements pour les Alliés à Port-en-Bessin. Arthur Poitevin est arrêté le 19 septembre 1943 dans le cadre de l'affaire Kurnikowski. C'est le nom d'un soldat polonais, déserteur de l'armée allemande et réfugié à Saint-André-sur-Orne, qui souhaitait se rendre en Espagne. Il rentre en contact avec Arthur Poitevin et Jacques Noé qui l'envoient chez Joseph Poitevin, qui habite route de Port-en-Bessin. Ce dernier lui fabrique une fausse carte d'identité en subtilisant un cachet du commissariat. Malheureusement Kurnikowski est arrêté à Bayonne, ramené à Caen où il dénonce sept personnes du groupe. Le 10 novembre, Arthur Poitevin part à destination du camp de Struthof. Il est transféré ensuite à Dachau où il est libéré le 29 avril 1945 par les Américains. Il prend alors la route du retour avec son camarade Jacques Noé. Tous les deux sont très affaiblis mais parviennent à regagner Stuttgart à pied pour rejoindre ensuite Paris et l'hôtel Lutétia. À son retour à Bayeux un témoin raconte : « Il fallait le soutenir, mais il parlait bien. C'était l'euphorie des retrouvailles mais ils étaient des squelettes ambulants ». Par la suite, Arthur Poitevin n'évoque jamais sa déportation et se met à écrire des poèmes dans le journal qu'il dicte. Il est papa de jumeaux mais décède d'une crise cardiaque un an après leur naissance, en 1951, à l'âge de 34 ans. Il n'avait jamais eu de problèmes de santé similaires avant la déportation, preuve qu'il s'agissait d'une conséquence directe de sa déportation.

L'étude des collaborationnistes est plus simple puisque nous avons des archives. Il existe plusieurs structures, nationales ou régionales. Celles-ci se contentent de faire de la propagande mais ne semblent pas appréciées par la population qui n'adhère pas à leurs idées. Ainsi, en novembre 1943, la Légion des Volontaires français contre le bolchévisme (LVF), structure la plus importante à Bayeux va organiser un événement à la cathédrale, qui sera complètement raté : faible assistance, mauvaise organisation pour cet office en souvenir des morts de l'organisation collaborationniste. Dans le cadre des recherches menées pour cet article, aucun membre du clergé bayeusain ne semble avoir été collaborateur.

¹⁰ NEVEU Cédric, *Bayeux pendant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945)*, mémoire de maîtrise, Université de Caen, 2002.

Comme la résistance et la collaboration ne reflètent pas la position de la population, qu'elle est l'attitude du reste des Bayeusains ? Il semble y avoir eu au début une cohabitation distante, voire attentiste : « Habitants et occupants se côtoient mais s'ignorent ». Les militaires allemands font leur métier et les habitants vivent leur vie, selon les témoignages. Cependant, avec les difficultés qui s'accumulent sous l'occupation, les relations vont évoluer et la population va se montrer irritée et impatiente, selon un rapport du sous-préfet. C'est à ce moment-là aussi que la population devient de plus en plus anglophile et que la personne du général De Gaulle devient de plus en plus connue et appréciée. Ainsi se développe une forme de résistance passive à base de petites manifestations d'hostilité (absence de politesse, attitude désagréable, sifflets lors de la projection des images de propagande au cinéma, destruction ou tag d'affiches, manifestation patriotique au 14 juillet etc.).

Un événement plus grave se produit dans une institution du diocèse, le Grand Séminaire. Le 5 septembre 1941, un sous-officier allemand aperçoit depuis sa fenêtre du Séminaire, où il est cantonné, un civil entrant dans le local à bicyclettes. L'alerte est donnée, l'homme parvient à se hisser par une fenêtre, un des gardes lui tire dessus, 3 ou 4 coups de feu sont tirés mais l'homme parvient à s'enfuir par la rue Saint-Jean.

La Libération

Le Débarquement allié n'est un secret pour personne, ni pour la population française ni pour les occupants : les seules interrogations résident sur la date et le lieu. Les premiers bruits de Débarquement allié parviennent à Bayeux le dimanche 5 juin pendant la grand-messe célébrée dans la cathédrale.

Un avion allié passe au-dessus de la tour centrale. Les deux sentinelles allemandes en faction tirent sur le chasseur allié. L'avion réplique et mitraille la tour et tue les deux soldats. De nos jours, il ne semble pas y avoir d'impacts de balles sur la tour centrale. Celle-ci ayant été restaurée dans les années 80, il y a peut-être eu des réparations. Il reste cependant quelques traces de l'occupation militaire puisqu'il existe une série de graffitis de soldats sur le cuivre du dôme, au niveau du lanternon. Cet événement se déroule donc pendant un office et dans la cathédrale. C'est la panique. Le témoignage d'une Bayeusaine nous en

dit plus : « Panique dans la cathédrale ; les vitraux au-dessus du maître-autel, sur lequel le prêtre officiait, ont été endommagés ; l'un des vicaires généraux qui était présent a appelé les fidèles au calme, leur demandant de se grouper près des piliers par sécurité ; après quelques instants au cours desquels le calme est revenu, la messe a repris son cours sans trop d'appréhension ». Dans un autre témoignage, on parle d'un mort allemand dans la tour de la cathédrale le 7 juin. Est-ce un autre événement ? Rien ne permet pour le moment de confirmer ces deux événements, en raison de l'absence de sources tangibles. La cathédrale était cependant un poste d'observation utilisé, on le sait grâce à des rapports allemands et aux graffitis de soldats allemands mais également britanniques.

Par ailleurs, le soldat britannique Elwin Jones du 12e corps des Royal Engineers témoigne « À Bayeux, je me souviens avoir monté un théodolite pour la triangulation, sur une plate-forme qui avait dû être construite par les Allemands sur la tour Nord de la cathédrale. Entre le 12 et le 15 juin, un Messerschmitt volait si bas que j'ai eu l'impression qu'il était au niveau du clocher ; il partait pour bombarder la côte. La cathédrale était un excellent poste d'observation, on pouvait apercevoir Juaye-Mondaye, Caumont, Balleroy et la côte ».

Si la ville de Bayeux est libérée sans combat, c'est parce que les troupes d'occupation se replient dès le 6 juin. À ce moment-là, la défense passive s'organise et se dirige vers les côtes pour porter secours aux civils touchés par les bombardements. Le sous-préfet, dans un rapport au préfet, déclare que la ville craint d'être la prochaine cible des bombardements, crainte aggravée par les tracts largués par avion invitant la population à quitter la ville. Au final, la journée du 6 juin est paradoxalement très calme à Bayeux et semble se passer plutôt normalement. Le soir cependant, un motard allemand entre dans la ville puis un officier armé d'une mitrailleuse. Un vent de panique souffle sur la ville mais rien ne se produit. C'est en tout cas la preuve que les troupes d'occupation n'ont pas encore totalement abandonné la ville. Il y a en effet des rassemblements de troupes en différents lieux stratégiques de la ville et surtout deux DCA avec blindés et canons, l'une près de la cathédrale et l'autre au stade Baron-Gérard. Le maire de Bayeux, le 6 juin au soir, s'inquiète de savoir si les Allemands vont défendre la ville. La crainte d'un incendie de la ville

s'accroît lorsqu'il apprend que l'ennemi a demandé le stockage de 3 000 litres d'essence.

Sans avoir plus d'éléments sur la stratégie de défense allemande, on constate que les Allemands quittent la ville le 7 au matin, vers 8h30. Entre 9 et 10h, une unité de reconnaissance alliée entre dans la ville sous les acclamations des habitants mais repart quelques minutes plus tard. Selon les témoignages, il s'agit d'une chenillette avec 4 ou 5 soldats. Il faut attendre le début de l'après-midi (peu après 13h) pour voir les troupes entrer dans la ville par la rue de la Cave. Les témoignages de civils racontent que les militaires, en rang de 8 ou 10 remplissaient la rue et même jusqu'à Saint-Vigor. S'ensuivent des scènes de liesse.

Un homme aurait permis de sauver la ville des bombardements alliés : Gaston Aubourg. Né en 1887, ancien séminariste de Bayeux et Sommervieu, il est ordonné prêtre en 1910 à la cathédrale, puis intègre l'abbaye bénédictine Saint-Pierre de Solesmes, exilée sur l'île de Wight dans le sud de l'Angleterre (jusqu'en 1922). Plutôt rebelle, il prend des positions qui l'obligent à quitter la communauté et arrive en 1935 à Saint-Vigor-le-Grand, où il devient aumônier de la Charité. Il serait parti au-devant des troupes anglaises le matin du 7 juin 1944 : il aurait rencontré un jeune officier à qui il aurait expliqué qu'il ne restait plus d'Allemands à Bayeux, puis il aurait donné des précisions sur les endroits minés par l'occupant. Plusieurs témoignages vont dans ce sens, ce qui permet d'affirmer qu'il a bien eu un rôle pendant la libération. Dans une correspondance du 20 juin 1959, mise au jour par l'archiviste de Saint-Pierre de Solesmes, Dom Aubourg écrit « On m'a baptisé le sauveur de Bayeux, mais je suis bien incapable de dire si j'ai sauvé Bayeux. Je sais seulement que le matin du 7 juin 1944, durant la bataille de Normandie, j'ai risqué ma peau pour avertir les Anglais [...]. Et de fait, les tanks alliés arrivaient une heure après ». Problème, on sait que les alliés n'entrent en masse dans la ville que l'après-midi, que le matin, il ne s'agit que de troupes de reconnaissance, alors que Dom Aubourg parle de blindés.

Son action a-t-elle joué un rôle dans la libération de la ville et a-t-elle évité un bombardement ? C'est une question pour le moment sans réponse. Il ne faut pas oublier aussi qu'à côté, Guillaume Mercader et d'autres résistants sont en contact avec les troupes



alliées depuis longtemps et ont pu obtenir des alliés qu'ils ne bombardent pas la ville. Il faut aussi avoir en tête que des troupes de reconnaissance sont entrées dans la ville le 7 juin au matin et certains témoignages mentionnent même des alliés dans les rues de Bayeux le 6 juin. Par ailleurs, rien ne permet d'affirmer que les alliés projetaient de bombarder la ville.

Les premiers temps de la Libération

La ville est pavoisée de drapeaux tricolores mais le premier à flotter est celui qui est installé au sommet de la tour centrale. Il aurait été fabriqué par deux femmes (Germaine Limeul et Julia Picot, résistantes) à partir de chutes de tissus. Ce drapeau comprenait également une croix de Lorraine.

Cette période post-libération est ambivalente. La population oscillait entre la joie de la libération et les tracasseries qui l'assaillaient : restrictions maintenues et obligation d'accueillir de nombreux réfugiés. En effet, au soir du 7 juin, Bayeux est la seule ville d'ampleur à être libérée et les combats de la bataille de Normandie provoquent de nombreuses destructions, avec des morts et des blessés, ce qui incite les survivants à s'enfuir. Beaucoup d'entre eux cherchent

refuge à Bayeux. En quelques jours la ville passe de 7 600 habitants à près de 30 000. Entre juin et novembre 1944, ce sont près de 1 800 blessés qui sont soignés à Bayeux. L'hôpital de la ville n'ayant pas les capacités nécessaires pour soigner ces blessés, des hôpitaux sont créés dans des lieux publics comme le collège ou des salles municipales mais aussi au Grand Séminaire ou encore à l'hospice. Ils fonctionnent uniquement avec des volontaires et avec un seul chirurgien et 9 médecins en tout et pour tout.

Mgr Picaud, va jouer un rôle de relais, notamment dans le cadre d'un appel à la solidarité, comme le prouve l'article du 11 juillet 1944 paru dans le nouveau journal de la ville « La Renaissance du Bessin ». Le journal reprend l'appel lu en chaire lors d'un office dominical dans la cathédrale. L'évêque y déclare :

« Nous faisons à nouveau appel à votre inlassable générosité, afin de procurer avant tout linge et vêtements à tous ces Français, nos frères malheureux. C'est là assurément en ce moment le besoin le plus urgent. Que chacun de nous, habitants de Bayeux, qui avons été protégés d'une façon si merveilleuse, se dise : "j'aurais pu, j'aurais dû, vu les circonstances, être le premier touché par le cruel fléau dont d'autres ont été victimes, et j'aurais alors été bien aise que l'on eût pitié de ma détresse et que l'on me vienne en aide. Ce que j'aurais été heureux qu'on me fît dans mon malheur, je dois le faire pour mes frères malheureux" ».

Politiquement, après Maurice Schumann, présent le jour même de la Libération, François Coulet, commissaire de la République, et ses collaborateurs arrivent le 14 juin pour administrer la France libérée depuis Bayeux. Ils permettent ainsi au Général de Gaulle d'asseoir son autorité et sa légitimité auprès des Alliés. Si De Gaulle vient à Bayeux le 14 juin, c'est en partie pour régler ce problème et mettre les Alliés devant le fait accompli. Guillaume Mercader, chef du réseau de résistance OCM, est chargé d'organiser la venue du général. Il s'attache à prévenir les différentes personnalités et se rend à l'évêché. Il a raconté sa réception par l'évêque en ces termes : « Lorsque je suis arrivé et que je me suis présenté, il ne m'a pas dit spontanément : ça c'est magnifique. C'était un homme très froid, très réfléchi et je me suis demandé si, oui ou non, il allait venir. Il m'a dit : je serai à la sous-préfecture et de fait,

il était là, il allait venir ». La rencontre entre De Gaulle et les notables de la ville a fait couler beaucoup d'encre en raison de l'oubli de l'enlèvement du portrait de Pétain. Selon Mercader, il n'y a pas eu de problème avec le sous-préfet ou l'évêque. Il déclare simplement : « [Le général de Gaulle] les a tous salués, et leur a adressé quelques paroles de bienvenue, pas un discours, juste quelques mots pour leur dire sa joie de se retrouver parmi eux. Qu'il y ait eu un contact plus difficile avec Monseigneur Picaud qu'avec maître Dodeman ou le commissaire Cervotti, c'est certain, mais c'est parce qu'à l'origine Monseigneur Picaud est quelqu'un de froid ». À la suite de cette rencontre, De Gaulle s'est dirigé vers la place du Château pour un discours.

Une cérémonie religieuse se tient à la cathédrale le 18 juin, date célébrant l'appel du général de Gaulle en 1940. Il s'agit de la première cérémonie en France métropolitaine libérée. Un office a lieu à la cathédrale, célébré par monseigneur Picaud pour « remercier Dieu de la préservation providentielle dont la ville de Bayeux a été l'objet ». L'organisation de cette cérémonie avait pourtant causé quelques soucis au commissaire Coulet, qui l'écrit dans un rapport adressé à Londres :

« Monseigneur Picaud, évêque de Bayeux, après avoir reçu la visite de l'amiral d'Argenlieu, est venu, non sans hésitations, saluer le général de Gaulle à son passage à Bayeux. Je lui ai moi-même rendu visite le lendemain de mon arrivée. Bien qu'il ait, en ma présence, adopté une attitude au moins réservée, je sais qu'il a déclaré à un officier allié qu'il n'y avait pas d'autre gouvernement possible que le gouvernement provisoire. J'ai trouvé devant moi un homme essentiellement prudent, craignant de se compromettre, craignant aussi que ses gestes amenassent, de la part des autorités allemandes, des représailles, soit sur la cathédrale de Bayeux, soit sur le clergé français. Je ne l'ai amené qu'après de longs efforts à célébrer un *Te Deum*, le 18 juin. Il a cependant présidé lui-même le *Te Deum* et prononcé un sermon auquel je n'ai rien à reprocher. La mollesse de ses sentiments ne fait d'ailleurs que reproduire, en l'accroissant peut-être, celle de la moyenne de ses concitoyens ».

Le 14 juillet, Bayeux célèbre la première fête nationale d'après la Libération, tout d'abord au Monument aux Morts puis à la cathédrale. La presse locale écrit

que la cérémonie fut « d'une simplicité grandiose. La messe a été célébrée au milieu d'une assistance considérable. L'abside était décorée aux couleurs nationales et Mgr Picaud présidait, entouré de Mgr Fallaize et de Mgr Adam ».

Depuis le Débarquement, la ville accueille de nombreux soldats. La présence des militaires alliés est très importante, car la ville est un lieu de cantonnement, mais aussi un important nœud routier, avec la construction du premier périphérique français, le *Bypass*. De nombreux soldats déambulent dans la ville et découvrent le patrimoine sauvegardé, et notamment la cathédrale.



14 juillet 1944, cérémonie à la cathédrale de Bayeux.

Le dimanche 16 juin 1946, Bayeux reçoit la visite du Général De Gaulle. Cette fois pour inaugurer la plaque érigée sur la place du Château où il est écrit : « En ce lieu, le 14 juin 1944, aux habitants de Bayeux joyeux de leur délivrance Charles de Gaulle Libérateur de la patrie adressa ses premières paroles sur la terre de France libérée ». L'article publié dans le *Semaine Religieuse* nous informe que la ville est pavoisée pour l'occasion :

« Mgr Picaud, entouré de ses vicaires généraux, reçoit, vers 11 h 30 au portail de la cathédrale le général accompagné des hautes autorités administratives, des élus, des militaires. Le général pénètre dans l'édifice et s'installe sur une estrade d'honneur, face

à la stalle épiscopale. Les notabilités occupent leurs fauteuils à l'entrée du transept, tandis que la houle chatoyante des drapeaux déferle dans le sanctuaire, autour de l'autel drapé de tricolore. M. Martin, directeur du Grand Séminaire, capitaine de la dernière guerre, commence la Messe et les voix de la Maîtrise, soutenues par l'orchestre, s'élèvent. Après l'Évangile, Mgr Picaud prend la parole et adresse un hommage au général De Gaulle en citant deux dates majeures de l'histoire, le 18 juin 1940 et le 14 juin 1944. »

Très rapidement, le tourisme de mémoire apparaît. En 1947, une Anglaise témoigne : « Bayeux ne regorge plus maintenant de soldats transpirant et excités d'être de retour pour un jour de repos après les combats meurtriers dans le Bocage. Dans la cathédrale, une petite plaque commémorative rend hommage aux morts d'une entière brigade d'infanterie et cela a été la seule chose que j'ai pu voir dans la ville indiquant que l'armée britannique était passée par là. Mais dehors, dans le cimetière, reposent 4 000 de nos morts, enterrés sans distinction de grade au fur et à mesure que leurs cadavres étaient ramassés sur les plages et bords des routes où ils combattaient : officiers de marine côte à côte avec les chauffeurs de voitures de l'intendance, pilotes d'avions côte à côte avec les équipages des tanks. Le nom, numéro matricule, régiment et date de mort sont inscrits en lettres noires sur des croix de métal peintes en blanc. Or ça et là, est une croix inscrite tout simplement : soldat anglais inconnu ».

Aujourd'hui encore, la cathédrale reste un lieu privilégié pour les commémorations du Débarquement de Normandie avec une cérémonie chaque année le 6 juin au matin. En 2014, la cérémonie a été d'avantage suivie avec la bénédiction des deux cloches de la Paix et de la Liberté en présence notamment du Prince Charles et du premier ministre français, Manuel Valls. Auparavant, en 1989, la reine-mère du Royaume-Uni avait inauguré un vitrail contemporain offert par le *D-Day Normandy fellowship*.



Soldats alliés